

Strasbourg – Municipales 2026

Débattre de cultures

Atelier préparatoire #4

Diversité et droits culturels

Lieu : CSC Montagne Verte – Salle des Bains

Date : 25 fev 26 > 10h30 –12h30

Animateur·ices : François PORTAL, Cécile HAEFFELE

18 participant·es

Journaliste : Véronique LEBLANC

1. Plaidoyer synthétique

Strasbourg est une ville traversée par une pluralité de cultures, d’histoires migratoires, de pratiques amateurs, d’expressions émergentes et de formes artistiques institutionnelles. Pourtant, cette diversité peine encore à se traduire pleinement dans les politiques culturelles.

Les politiques culturelles sont largement pensées à partir des équipements et en prenant peu en compte les habitant·es comme porteur de cultures. Les droits culturels — entendus notamment comme le droit de chaque personne de participer à la vie culturelle, de voir reconnaître ses références culturelles et de cultiver les coopérations en matière culturelle — demeurent insuffisamment intégrés dans les choix budgétaires, la gouvernance et les dispositifs de soutien.

Dans les quartiers populaires notamment, les habitant·es ne sont pas seulement des publics : ils sont porteurs de récits, de savoirs, de pratiques et de cultures vivantes. Pourtant, la co-construction dépend grandement des actrices, les temporalités des financements sont souvent inadaptées, et les logiques d’appels à projets tendent à enfermer les initiatives dans des catégories prédéfinies.

L’enjeu n’est pas seulement de diversifier la programmation, mais de transformer la manière dont la culture est pensée, financée et gouvernée.

Il s'agit de passer d'une politique descendante à une gouvernance partagée, d'une logique de besoins à une logique de capacités, d'une approche sectorielle à une vision transversale, d'un soutien ponctuel et par projet à des engagements dans la durée.

Une des questions posées aux candidat·es est donc:

“Êtes-vous prêt·es à faire des droits culturels et de la participation des habitant·es un axe structurant des politiques culturelles strasbourgeoises après 2026 ?”

2. Constats principaux

A. Fonctionnement en silo des secteurs et biais des dispositifs de financements

- Les participants déplorent la non-prise en compte de la question culturelle au sens anthropologique, qui induit un manque de transversalité entre politiques culturelles, sociales et éducatives ;
- Les appels à projets fléchés par territoires (QPV) ou type de public, réduisent parfois les habitant·es des QPV à un aspect de leurs identités et peuvent être un frein aux collaborations ;
- Les dispositifs de soutien sont majoritairement portés vers les projets, ce qui induit un manque de visibilité à long terme et une perte de l'historique d'un projet à l'autre ;
- Les temps de préparation et de rencontres entre artistes, acteurs sociaux et habitants sont difficilement finançables, les temps de coordination sont peu ou mal pris en compte dans les appels à projets ;
- La co-construction des projets avec les participants n'est pas toujours permise par les appels à projets qui demandent de décrire les rendus ;
- Les structures sociales peinent à porter des projets culturels notamment du fait du manque de personnel et de l'augmentation des urgences alimentaires, logements...

B. Participation des habitant·es et gouvernance des lieux culturels

- Les habitant·es sont associé·es dans des projets et à l'endroit de la médiation, mais peu dans la programmation ou dans la gouvernance des lieux culturels ;
- Le dialogue reste insuffisant entre institutions culturelles, structures socio-culturelles, sociales et municipalité, par exemple les projets sociaux de

territoire sont peu souvent pris en compte dans le cadre de l'orientation des structures culturelles ;

- Le partage des pouvoirs et la conscientisation des rapports de domination est un espace de progrès : les modalités de prise de décisions et d'échanges codifiées ne permettent pas à toutes de s'investir.

C. Pour une équité territoriale, un nécessaire dialogue entre Strasbourg, les autres villes et l'Eurométropole

- Il existe un sentiment d'abandon dans certains quartiers car il y a une disparité d'équipements et de ressources humaines, certains territoires sont perçus comme des « zones blanches » en termes d'équipements culturels (ex: Elsau, Montagne verte, Cronembourg) ;
- Les mobilités et les différences tarifaires ne permettent pas un égal accès des habitant·es aux pratiques artistiques et culturelles.

D. La reconnaissance des diversités culturelles pour un apaisement des relations sociales

- On observe un repli identitaire qui nécessite une reconnaissance des cultures multiples ;
- Les récits migratoires sont peu valorisés ;
- Les participant·es de l'atelier reconnaissent le besoin d'éducation/ de formation à la reconnaissance des diversités culturelles (UNESCO) et aux droits culturels afin de déconstruire certaines représentations.

E. Inégal accès à l'enseignement artistique et aux pratiques amateurs

- Les modèles pédagogiques encore majoritairement normés et suivent des référentiels occidentaux : une faible reconnaissance de l'oralité et d'autres modes de transmissions ;
- On observe une normalisation des schémas (ex : enseignement musical sans solfège) qui sont incompatibles avec la participation de toutes ;
- Les postures sont autant à adapter que les dispositifs.

3. Questions principales aux candidat·es

- Comment comptez-vous intégrer concrètement les droits culturels dans les politiques municipales ? À quels endroits ?
- Êtes-vous prêt·es à partager la gouvernance culturelle avec une instance collaborative ? Avec qui ? Avec quel mode d'évaluation ?
- Comment relier les cultures présentes dans les quartiers aux équipements culturels qui s'y trouvent ?
- Comment reconnaître et valoriser les récits de l'immigration ?
- Comment garantir une équité territoriale en matière d'équipements, de ressources humaines et de financements ?
- Êtes-vous favorable à sanctuariser une part du budget à la reconnaissance des diversités culturelles ?
- Comment soutenir durablement les pratiques amateurs et favoriser l'émergence de nouvelles pratiques émanant des habitant·es ? Comment prendre en compte la diversité des modes d'apprentissage ?